

RÈGLEMENT CA28 0067

RÈGLEMENT SUR L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

VU les articles 67 et 67.1 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (L.R.Q., chapitre C-11.4);

VU l'avis de motion donné à la séance ordinaire du conseil d'arrondissement tenue le 2 février 2021 ;

À LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU 24 MARS 2021, LE CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DE L'ÎLE-BIZARD – SAINTE-GENEVIÈVE DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

LE CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

SECTION I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

SOUS-SECTION 1

DÉFINITIONS

1. Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :

« autorité compétente » : le directeur d'arrondissement, son représentant autorisé ou tout fonctionnaire ou employé responsable de l'application du présent règlement ; »

« domaine public » : les rues, ruelles, squares et places publics, y compris les trottoirs, terre-pleins, voies cyclables hors rue et l'emprise excédentaire de la voie publique, les parcs et les jardins publics;

« emprise excédentaire de la voie publique » : cette partie de la voie publique qui est située entre le bord de la chaussée ou le trottoir et la limite des propriétés riveraines;

« mobilier urbain » : les arbres, arbustes, bancs, bollards, bornes géodésiques, bornes repères, buttes de décélération, câbles, chambres de vanne, clôtures, conduits, fontaines, grilles, lampadaires, monuments, murs, murets, panneaux de signalisation, parcomètres, poteaux, poubelles, puisards, puits d'accès, récipients pour matières recyclables, regards, réverbères, tuyaux, voûtes et autres choses semblables, d'utilité ou d'ornementation, mis en place par la Ville à ses fins;

« occupation » : le fait pour une construction ou une installation de se trouver sur le sol, hors sol ou en sous-sol.

SOUS-SECTION 2

AUTORISATION

2. L'occupation du domaine public est interdite sans une autorisation conforme au présent règlement. Toutefois, le présent règlement ne s'applique pas à un garage démontable ou à un abri d'auto démontable installé conformément au règlement de zonage CA28 0023 de l'arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève.

SOUS-SECTION 3

PERMIS

3. Dans les cas où une autorisation mentionnée à l'article 2 est accordée, elle doit faire l'objet d'un permis.

Le titulaire d'un permis d'occupation du domaine public doit se conformer aux conditions et modalités d'occupation qui y sont établies.

SOUS-SECTION 4

RÉVOCATION

4. La délivrance de tout permis prévu à l'article 3 est conditionnelle à l'exercice par la Ville de son droit de le révoquer en tout temps au moyen d'un avis donné par l'autorité compétente au titulaire du permis fixant le délai au terme duquel les constructions ou installations visées par l'autorisation devront être enlevées du domaine public.

L'autorisation qui fait l'objet du permis devient nulle à la date de l'avis de révocation donné en vertu du premier alinéa.

5. Au terme du délai fixé dans l'avis de révocation, le titulaire du permis doit avoir retiré du domaine public toute construction ou installation visée par l'autorisation.
6. Le titulaire d'un permis révoqué doit le retourner à l'autorité compétente sur demande.

SOUS-SECTION 5

ENLÈVEMENT

7. L'autorité compétente peut, de façon temporaire ou définitive, enlever toute construction ou installation qui occupe le domaine public :
 - 1° sans être visée par un permis;
 - 2° en vertu d'un permis périmé;
 - 3° en vertu d'un permis révoqué lorsque le délai d'enlèvement prescrit par l'avis de révocation est écoulé;
 - 4° d'une façon qui met la sécurité du public en danger;
 - 5° lorsque le titulaire fait défaut de payer les montants requis par le présent règlement;
 - 6° lorsque le titulaire du permis d'occupation ne s'est pas conformé à l'avis prévu au deuxième alinéa;
 - 7° lorsque la Ville doit utiliser le domaine public à ses fins de façon urgente.

Lorsque l'autorité compétente constate que le titulaire d'un permis délivré en vertu du présent règlement occupe le domaine public en dérogation des règlements ou des conditions ou modalités de l'autorisation qui fait l'objet du permis, elle délivre au titulaire un avis indiquant les correctifs à apporter pour rendre l'occupation conforme et un délai pour ce faire au-delà duquel elle procédera à l'enlèvement des constructions ou installations du titulaire.

8. Les frais d'un enlèvement effectué en vertu des paragraphes 1 à 5 du premier alinéa de l'article 7 sont recouvrables du propriétaire de la construction ou de l'installation ou du titulaire du permis.

SOUS-SECTION 6

REGISTRE DES OCCUPATIONS

9. L'autorité compétente doit tenir un registre des occupations du domaine public. Ce registre peut être tenu sous la forme d'une banque de données informatisées.
10. Sont portés au registre :
 - 1° le numéro du permis et la date de sa délivrance;
 - 2° les renseignements consignés au permis;
 - 3° les renseignements contenus dans les documents requis pour l'obtention du permis;
 - 4° toute modification ultérieure des renseignements indiqués, et la date de cette modification;
 - 5° la mention qu'une révocation ou un enlèvement a été effectué et la date de cette révocation ou de cet enlèvement.
11. Les extraits du registre peuvent être délivrés aux intéressés sur demande, contre paiement du montant fixé au règlement sur les tarifs à cette fin.
12. Tout extrait du registre doit être attesté sous la signature du fonctionnaire autorisé à cette fin.
13. Lorsqu'un immeuble pour l'utilité duquel une autorisation d'occuper le domaine public a été accordée est aliéné, le nouveau propriétaire peut obtenir de la Ville que le permis original soit porté à son nom au registre et qu'un extrait confirmant cette modification lui soit délivré en présentant une demande à cet effet à l'autorité compétente, accompagnée du montant prévu à l'article 11.

SOUS-SECTION 7

GENRES D'OCCUPATION

14. Une occupation du domaine public pour une période continue d'au plus un an est une occupation temporaire et, sous réserve de la sous-section 4, le permis qui s'y rattache n'est valide que pour la période d'occupation autorisée. Cette période est indiquée au permis et elle ne peut être prolongée au-delà de l'an. À ce terme, un nouveau permis est nécessaire pour continuer d'occuper le domaine public.
15. Le permis d'occupation temporaire du domaine public vise notamment :
 - 1° le dépôt de matériaux ou de marchandises;
 - 2° la mise en place d'appareils, de conteneurs, de banderoles, d'échafaudages, de clôtures de chantier, d'abris temporaires, de scènes, de gradins ou d'autres ouvrages ou installations.
16. Une occupation du domaine public pour une période continue d'au plus 7 mois chaque année est une occupation périodique et, sous réserve de la sous-section 4, le permis qui s'y rattache est valide tant que les conditions de sa délivrance ne sont pas modifiées et que le prix du droit d'occuper le domaine public est acquitté en conformité avec les exigences des règlements sur les tarifs applicables à chaque exercice financier à l'égard duquel ce prix est exigible.
17. Le permis d'occupation périodique du domaine public vise notamment :
 - 1° la mise en place de supports à bicyclettes;
 - 2° l'aménagement d'un café-terrace ou d'un marché public dans les cas où le règlement d'urbanisme autorise cet usage.

18. Le conseil d'arrondissement peut déterminer par ordonnance la période annuelle d'occupation autorisée pour les occupations périodiques du domaine public.
19. Une occupation du domaine public pour une période continue de plus d'un an est une occupation permanente et, sous réserve de la sous-section 4, le permis qui s'y rattache est valide tant que les conditions de sa délivrance ne sont pas modifiées et que le prix du droit d'occuper le domaine public est acquitté en conformité avec les exigences des règlements sur les tarifs applicables à chaque exercice financier à l'égard duquel ce prix est exigible.
20. Le permis d'occupation permanente du domaine public vise notamment :
- 1° un empiétement par un bâtiment;
 - 2° un empiétement par une construction en saillie;
 - 3° une enseigne;
 - 4° une construction érigée dans l'emprise excédentaire du domaine public;
 - 5° une installation d'utilité publique;
 - 6° une structure d'antenne ou autre ouvrage de télécommunication ou de transmission de l'énergie dans les cas où les règlements d'urbanisme permettent cet usage;
 - 7° des câbles, poteaux, tuyaux, conduits et autres installations semblables;
 - 8° un tunnel ou un stationnement en tréfonds;
 - 9° un abri hors sol à caractère permanent.

SOUS-SECTION 8 CONDITION GÉNÉRALE

21. Toute occupation du domaine public, qu'elle fasse l'objet d'un permis délivré en vertu du présent règlement ou qu'elle soit autorisée en vertu d'un autre règlement, est conditionnelle à ce que le titulaire du permis ou de l'autorisation soit responsable de tous dommages aux biens ou aux personnes résultant de l'occupation, prenne fait et cause pour la Ville et la tienne indemne dans toute réclamation pour de tels dommages.

SOUS-SECTION 9 TARIFICATION

22. Sous réserve du deuxième alinéa et sauf dans les cas où une somme due en vertu du présent règlement est, conformément au présent règlement, payée au moment de la demande d'autorisation ou de la délivrance du permis, cette somme doit être payée au plus tard 30 jours après l'expédition du compte qui en exige le paiement. À ce terme, l'intérêt sur toute somme due à la Ville s'applique, au taux et selon la méthode de calcul prévus aux règlements.

Dans les cas où le règlement sur les tarifs fixe une date d'exigibilité pour une somme due en vertu du présent règlement à l'égard d'une période d'occupation subséquente à la première, l'intérêt sur toute somme due à la Ville s'applique, au taux et selon la méthode de calcul prévus aux règlements.

23. Pour l'application de la tarification, une occupation du domaine public prend fin à l'une ou l'autre des dates suivantes :
- 1° celle de la réception par l'autorité compétente de l'avis requis à l'article 33 ou 44, selon qu'il s'agisse d'une occupation temporaire ou permanente;
 - 2° celle prévue à l'article 19;
 - 3° celle d'un enlèvement effectué par la Ville en vertu de l'article 7;
 - 4° celle à laquelle elle a effectivement cessé lorsqu'elle cesse après la date prévue au paragraphe 1 ou 2.

Lorsqu'une occupation prend fin, le prix du droit d'occuper le domaine public est, s'il y a lieu, rajusté en fonction du nombre de jours d'occupation effective durant l'exercice financier en cours.

- 24.** Dans le cas d'une occupation du domaine public sans permis, en vertu d'un permis périmé ou révoqué, ou qui est d'une dimension plus grande que celle prévue au permis, le prix de l'occupation est exigible pour le nombre de jours effectif et les dimensions réelles de l'occupation.

Ce prix est payable par l'occupant du domaine public ou par le titulaire du permis périmé, révoqué ou auquel il est dérogé, selon le cas.

- 25.** Pour l'application de la tarification relative aux occupations périodiques et permanentes, la valeur de la partie du domaine public occupée est établie, révisée et indexée de la manière prévue aux articles 26 à 28.

- 26.** Lorsque l'occupation est autorisée pour l'utilité d'un immeuble dont le terrain est contigu à la partie du domaine public occupée, la valeur du domaine public est déterminée en lui attribuant celle de ce terrain inscrite au rôle de l'évaluation foncière pour l'exercice financier en cours lors de la délivrance du permis.

Lorsque l'occupation n'est pas autorisée pour l'utilité d'un immeuble ou lorsque l'immeuble pour l'utilité duquel elle est autorisée comporte plus d'un terrain, la valeur du domaine public est déterminée en lui attribuant la valeur moyenne de celles de tous les terrains contigus à la partie du domaine public occupée, inscrites au rôle de l'évaluation foncière pour l'exercice en cours lors de la délivrance du permis.

La valeur obtenue par l'application du premier ou du deuxième alinéa, selon le cas, est ensuite reportée, à tant le mètre carré, sur la superficie de la partie occupée.

Lorsque la valeur de la partie du domaine public occupée, calculée conformément aux premier, deuxième et troisième alinéas, est supérieure ou inférieure à sa valeur réelle compte tenu de facteurs tels que la dimension de la partie occupée, sa configuration, l'usage qui peut en être fait, la qualité du sol, les installations et services municipaux qui s'y trouvent ou s'y trouveront aux fins de l'occupation demandée, et la situation de l'occupation en sous-sol, au sol ou au-dessus du sol, cette valeur peut être réduite ou majorée en considération de tels facteurs.

- 27.** La valeur du domaine public établie en vertu de l'article 26 est révisée tous les 9 ans à l'égard de chaque occupation périodique ou permanente du domaine public autorisée en vertu du présent règlement, à compter de l'exercice financier au cours duquel le permis relatif à cette occupation a été délivré.
- 28.** La valeur du domaine public établie en vertu de l'article 26 ou révisée en vertu de l'article 27, selon le cas, est, à la date d'entrée en vigueur de chaque nouveau rôle d'évaluation foncière, indexée à la hausse ou à la baisse selon le pourcentage de hausse ou de baisse applicable à la valeur des terrains inscrits au rôle d'évaluation foncière du quartier où se trouve la partie du domaine public occupée, lors du dépôt du rôle.
- 29.** Dans le cas où l'immeuble pour l'utilité duquel une occupation permanente est autorisée est aliéné, le prix de l'occupation est perçu auprès du propriétaire subséquent de l'immeuble dont le nom apparaît au rôle de perception des taxes foncières pour l'exercice financier visé.

SECTION II

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX OCCUPATIONS TEMPORAIRES

SOUS-SECTION 1

PERMIS

- 30.** Lorsque l'autorité compétente décide d'autoriser une occupation temporaire du domaine public, le requérant de l'autorisation peut obtenir le permis requis en se conformant aux

exigences suivantes :

1° fournir à l'autorité compétente, sur demande, une preuve qu'il détient une assurance responsabilité au montant fixé par l'autorité compétente;

2° payer à la Ville les montants suivants :

- a) le prix du permis;
- b) le prix du droit d'occuper le domaine public pour le nombre de jours d'occupation autorisée.

Les montants prévus au paragraphe 2 du premier alinéa sont ceux qui sont fixés au règlement sur les tarifs pour l'exercice financier en cours à la date du premier jour de l'occupation autorisée.

L'assurance responsabilité exigée au paragraphe 1 du premier alinéa doit être maintenue en vigueur pendant toute la durée de l'occupation, y compris une période de prolongation prévue à l'article 31, et le titulaire doit en fournir la preuve à l'autorité compétente sur demande.

31. Sous réserve de l'article 14, le titulaire d'un permis visé à l'article 30 qui désire une prolongation de la période d'occupation autorisée doit en faire la demande à l'autorité compétente.

Si l'autorité compétente décide d'autoriser cette prolongation, elle délivre au titulaire un permis à cette fin contre paiement du prix d'un permis d'occupation temporaire et du prix de l'occupation pour la période de prolongation, tels que fixés au règlement sur les tarifs pour l'exercice financier en cours à la date du premier jour de la période de prolongation.

32. Le permis d'occupation temporaire contient les renseignements suivants :

- 1° le nom, adresse et occupation du titulaire;
- 2° les noms et raisons sociales des entrepreneurs devant exécuter les travaux et autres mandataires, s'il y a lieu;
- 3° une identification de l'immeuble pour l'utilité duquel l'occupation est autorisée, le cas échéant, par ses numéros de lots et l'adresse des bâtiments y érigés s'il en est;
- 4° une identification de l'emplacement où a lieu l'occupation et les dimensions du domaine public occupé;
- 5° une description des ouvrages et objets qui occuperont le domaine public et du genre de travaux qui pourraient être effectués sur les lieux;
- 6° la durée de l'occupation autorisée;
- 7° les mesures qui devront être prises pour assurer la sécurité des personnes et du domaine public, s'il y a lieu;
- 8° les autres conditions et modalités de l'autorisation que peut déterminer l'autorité compétente;
- 9° une mention du fait que l'occupation autorisée comporte l'occupation d'une rue, le cas échéant;
- 10° le texte des articles 4, 7 et 21.

SOUS-SECTION 2

OBLIGATIONS DU TITULAIRE

- 33.** Au terme de la période d'occupation autorisée, le titulaire du permis doit libérer entièrement le domaine public et en retirer tous résidus conséquents à l'occupation. Il doit également donner à l'autorité compétente un avis de la fin de ces travaux.

Le titulaire doit également se conformer au premier alinéa s'il cesse d'occuper le domaine public avant l'arrivée du terme.

- 34.** Le coût de la réparation du domaine public endommagé par suite de l'occupation, de la remise en place du mobilier urbain retiré ou déplacé temporairement, de la réparation ou du remplacement du mobilier urbain endommagé ou perdu est à la charge du titulaire du permis.

SECTION III

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX OCCUPATIONS PÉRIODIQUES

SOUS-SECTION 1

PERMIS

- 35.** Pour une occupation périodique du domaine public, la demande d'autorisation présentée à l'autorité compétente doit indiquer :

- 1^o les nom, adresse et occupation du requérant;
- 2^o le nom et l'adresse de l'établissement dont le titulaire est l'exploitant et, s'il est propriétaire de l'immeuble où il se trouve, une identification de cet immeuble par ses numéros de lots et l'adresse des bâtiments y érigés;
- 3^o les fins pour lesquelles l'occupation est demandée;
- 4^o les ouvrages et objets qui occuperont le domaine public, le genre de travaux qui seront effectués et les activités qui y seront exercées.

Cette demande doit être accompagnée:

- 1^o d'un plan préliminaire en deux exemplaires indiquant les dimensions et l'emplacement de l'occupation prévue;
 - 2^o dans le cas d'un café-terrace, d'une preuve que le requérant est l'exploitant de l'établissement pour l'utilité duquel l'occupation est demandée et qu'il est autorisé par le propriétaire à opérer sur le domaine public à cette fin ou qu'il est le propriétaire de l'immeuble où se trouve cet établissement, selon le cas;
 - 3^o du paiement du prix fixé pour l'ouverture du dossier et l'étude préalable de la demande, tel que fixé au règlement sur les tarifs, pour l'exercice financier en cours à la date du premier jour de l'occupation.
- 36.** Lorsque, sur présentation d'une demande conforme à l'article 35, l'autorité compétente décide d'autoriser l'occupation, elle en informe le requérant et lui délivre le permis requis s'il se conforme aux exigences suivantes :
- 1^o fournir à l'autorité compétente, sur demande, une preuve qu'il détient l'assurance décrite au paragraphe 1 du premier alinéa de l'article 30;
 - 2^o déposer auprès de l'autorité compétente un plan et une description technique de l'occupation autorisée, signés et scellés par un arpenteur géomètre;
 - 3^o payer à la Ville le prix du droit d'occuper le domaine public applicable à la première période d'occupation tel que fixé au règlement sur les tarifs pour l'exercice financier en cours à la date du premier jour de l'occupation.

37. Le permis d'occupation périodique contient les renseignements suivants :

- 1^o les nom, adresse et occupation du titulaire;
- 2^o une identification de l'établissement dont le titulaire est l'exploitant et, s'il est propriétaire de l'immeuble où il se trouve, une identification de cet immeuble par ses numéros de lots et l'adresse des bâtiments y érigés;
- 3^o une identification de l'emplacement où a lieu l'occupation et les dimensions du domaine public occupé;
- 4^o une description des ouvrages et objets qui occuperont le domaine public, du genre de travaux qui seront effectués et des activités qui y seront exercées;
- 5^o les fins auxquelles l'occupation du domaine public est autorisée;
- 6^o la durée de l'occupation autorisée;
- 7^o les mesures qui devront être prises pour assurer la sécurité des personnes et du domaine public, s'il y a lieu;
- 8^o les autres conditions et modalités de l'autorisation que peut déterminer l'autorité compétente;
- 9^o le texte des articles 4, 7 et 21.

38. L'assurance responsabilité exigée en vertu du paragraphe 1 de l'article 36 doit être maintenue en vigueur pendant toute la durée de l'occupation et le montant doit en être indexé tous les 5 ans selon un taux que fixe l'autorité compétente.

Le titulaire doit fournir à l'autorité compétente, sur demande, la preuve qu'il se conforme au premier alinéa.

SOUS-SECTION 2

OBLIGATIONS DU TITULAIRE

39. Le titulaire d'un permis d'occupation périodique doit, au terme de chacune des périodes d'occupation visées par le permis, libérer entièrement le domaine public et en retirer tous résidus conséquents à l'occupation.

L'article 34 s'applique à l'égard de chacune des périodes d'occupation visées au présent article.

SECTION IV

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX OCCUPATIONS PERMANENTES

SOUS-SECTION 1

PERMIS

40. Pour une occupation permanente, la demande d'autorisation présentée à l'autorité compétente doit indiquer :

- 1^o les nom, adresse et occupation du requérant;
- 2^o les raisons pour lesquelles l'occupation est demandée;
- 3^o le genre de construction ou d'installation qui occupera le domaine public, tel que mur, balcon, marquise, escalier ou partie de bâtiment.

Cette demande doit être accompagnée:

- 1^o d'une preuve que le requérant détient l'assurance décrite au paragraphe 1 du premier alinéa de l'article 30, sur demande de l'autorité compétente;
- 2^o une copie du titre publié au registre foncier établissant qu'il est le dernier propriétaire inscrit de l'immeuble pour l'utilité duquel l'occupation est autorisée;

3^o d'un plan préliminaire en 2 exemplaires indiquant les dimensions et l'emplacement de l'occupation prévue;

4^o du paiement du prix fixé pour l'ouverture du dossier et l'étude préalable de la demande au règlement sur les tarifs, pour l'exercice en cours à la date de la demande de permis.

41. Lorsque, sur présentation d'une demande conforme à l'article 40, l'autorité compétente décide d'autoriser l'occupation, elle en informe le requérant et lui délivre le permis requis s'il se conforme aux exigences suivantes :

1^o déposer auprès de l'autorité compétente un plan et une description technique de l'occupation autorisée, signés et scellés par un arpenteur géomètre;

2^o payer à la Ville le prix du droit d'occuper le domaine public applicable à la première période d'occupation tel que fixé au règlement sur les tarifs pour l'exercice financier en cours à la date du premier jour de l'occupation.

42. Le permis d'occupation permanente contient les renseignements suivants :

1^o les nom, adresse et occupation du titulaire;

2^o une identification de l'immeuble pour l'utilité duquel l'occupation est autorisée, par ses numéros de lots et, le cas échéant, l'adresse des bâtiments y érigés;

3^o une description du genre de construction ou d'installation qui occupera le domaine public;

4^o la durée de l'occupation autorisée;

5^o les autres conditions et modalités de l'autorisation que peut déterminer l'autorité compétente;

6^o le texte des articles 4, 7 et 21.

43. L'assurance responsabilité exigée en vertu du paragraphe 1 du deuxième alinéa de l'article 40 doit être maintenue en vigueur pendant toute la durée de l'occupation et le montant doit en être indexé tous les 5 ans selon un taux que fixe l'autorité compétente.

Le titulaire doit fournir à l'autorité compétente, sur demande, la preuve qu'il se conforme au premier alinéa.

SOUS-SECTION 2

OBLIGATIONS DU TITULAIRE

44. Au terme de la période d'occupation autorisée, le titulaire du permis doit libérer entièrement le domaine public et en retirer tous résidus conséquents à l'occupation. Il doit également donner à l'autorité compétente un avis de la fin de ces travaux.

L'article 33 s'applique à l'égard d'une occupation visée au présent article.

SECTION V

DISPOSITIONS PÉNALES

45. Quiconque contrevient à une disposition du présent règlement relative à une occupation périodique commet une infraction et est passible :

1^o s'il s'agit d'une personne physique:

a) pour une première infraction, d'une amende de 100 \$ à 300 \$;

b) pour une première récidive, d'une amende de 300 \$ à 500 \$;

c) pour toute récidive additionnelle, d'une amende de 500 \$ à 1 000 \$;

2^o s'il s'agit d'une personne morale:

- a) pour une première infraction, d'une amende de 200 \$ à 600 \$;
- b) pour une première récidive, d'une amende de 600 \$ à 1 000 \$;
- c) pour toute récidive additionnelle, d'une amende de 1 000 \$ à 2 000 \$.

46. Quiconque contrevient à une disposition du présent règlement autre qu'une disposition visée à l'article 45 commet une infraction et est passible :

1^o s'il s'agit d'une personne physique :

- a) pour une première infraction, d'une amende de 200 \$ à 600 \$;
- b) pour une première récidive, d'une amende de 600 \$ à 1 000 \$;
- c) pour toute récidive additionnelle, d'une amende de 1 000 \$ à 2 000 \$;

2^o s'il s'agit d'une personne morale :

- a) pour une première infraction, d'une amende de 400 \$ à 1 200 \$;
- b) pour une première récidive, d'une amende de 1 200 \$ à 2 000 \$;
- c) pour toute récidive additionnelle, d'une amende de 2 000 \$ à 4 000 \$.

47. Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication, conformément à la loi.

ORIGINAL SIGNÉ

ORIGINAL SIGNÉ

Normand Marinacci
Maire d'arrondissement

Edwige Noza
Secrétaire d'arrondissement

GDD : 1217576004
Avis de motion et dépôt:2021-02-02
Adoption du règlement :2021-03-24
Publication et entrée en vigueur:2021-03-25